

III / Attentes et critiques à l'égard de l'Union européenne

Cyril Jayet et Maxime Parodi

Les attentes des citoyens à l'égard de l'Union européenne se sont profondément transformées au cours des dernières décennies. Celles-ci ont longtemps été décrites par la thèse du consensus permissif selon laquelle la grande majorité des Européens serait favorable à la construction européenne, mais sans que ce soutien soulève d'enthousiasme ou d'intérêt véritable [Lindberg et Scheingold, 1970 ; Percheron, 1991]. Depuis les années 1990, ce soutien a néanmoins largement diminué. Les politistes Hooghe et Marks considèrent ainsi que la ratification du traité de Maastricht a ouvert une nouvelle période caractérisée par des débats qui divisent les citoyens autour d'enjeux européens [Hooghe et Marks, 2009]. Ils proposent alors de substituer la thèse du *dissensus* contraignant à celle du *consensus permissif* : la polarisation des opinions et la montée de l'eurosepticisme obligerait les élites à tenir compte des opinions populaires à l'égard de la construction européenne. Celles-ci peuvent en effet entraîner le blocage de la construction européenne et de l'action des gouvernants, comme l'ont montré les référendums perdus par les gouvernements en 2005 en France et aux Pays-Bas. Cette montée d'un dissensus à l'égard de l'intégration européenne s'est également accompagnée de l'approfondissement d'un clivage social que le sociologue Neil Fligstein a qualifié d'*euroclash* et qu'il décrit comme une divergence tendancielle des opinions entre les plus favorisés et les moins favorisés, les seconds étant, contrairement aux premiers, de plus en plus défavorables à l'UE.

Il s'agit ici de revenir sur le développement de ce *dissensus* et de cet *euroclash* pour mieux identifier les dynamiques qui les sous-tendent et les représentations de l'Union européenne sur lesquelles ils reposent. On présente d'abord les explications qui ont été traditionnellement données du soutien à l'intégration européenne et qui permettent de mieux cerner l'origine de ces phénomènes. On souligne ensuite la nécessité d'une meilleure compréhension des représentations cognitives qui sous-tendent le soutien à l'intégration européenne ou son rejet. Pour cela, on analyse les données de l'Eurobaromètre à partir de plusieurs questions posées depuis longtemps sur le soutien à l'intégration européenne, la signification de l'Union européenne, les craintes à son égard et ce qui devrait constituer la citoyenneté européenne. Pour rendre l'analyse lisible, nous avons choisi de nous en tenir à six pays qui représentent une certaine diversité au sein de l'UE en termes géographiques, mais aussi de moments d'entrée dans l'UE : l'Allemagne, la France, l'Italie, la Pologne, le Royaume-Uni et la Suède.

Les explications traditionnelles du soutien à la construction européenne

Le soutien à l'intégration européenne fait l'objet de trois grands types d'explications qui mettent chacun l'accent sur un déterminant spécifique de ce soutien : les calculs d'utilité, les valeurs et l'identité. Pour la première approche, initiée par les travaux de Gabel [1998], le soutien à l'Union européenne est le résultat d'un calcul coût-avantage. Dans ce cadre, ce sont les plus diplômés qui ont le plus intérêt à soutenir l'intégration européenne, le développement du libre-échange bénéficiant de manière générale aux plus qualifiés. D'autres travaux ont adopté une approche centrée sur les intérêts économiques, mais en soulignant plutôt l'impact de l'UE sur les politiques publiques et la redistribution [Leibfried et Pierson, 1995]. L'Union européenne serait ainsi un recours quand l'État-nation apparaîtrait faible ou en situation de blocage ou au contraire l'UE serait considérée comme menaçante quand l'État-nation serait vu comme protecteur. Plusieurs travaux ont ainsi montré que le soutien à l'intégration européenne est plus élevé dans les pays disposant d'un plus haut degré de corruption et d'un État-providence plus faible [Beaudonnet, 2015].

D'autres explications ont été proposées selon lesquelles le soutien à l'UE dépend non plus de l'utilité, mais de valeurs ou d'opinions politiques comme le soutien à la démocratie [Simpson et Loveless, 2017]. La construction européenne s'est en effet accompagnée de nombreux récits visant à en faire le principal promoteur de la paix et de la démocratie en Europe. Ces récits ont eu un certain succès, dont témoigne l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne. Ils sont très répandus parmi les Européens, mais pas forcément très corrélés au soutien à l'intégration européenne [Jayet, à paraître].

Une autre explication traditionnellement donnée du rejet de l'intégration européenne est celle de l'importance des identités nationales [Carey, 2002 ; Belot, 2010]. L'Union européenne est ainsi souvent considérée comme une institution lointaine et trop technocratique pour susciter un lien d'allégeance. Les États-nations auraient au contraire construit leur légitimité sur un sentiment d'appartenance à la nation qu'ils prétendent représenter. Dans cette perspective l'absence ou la faiblesse d'une identité européenne est considérée comme une explication du rejet de l'intégration européenne.

Dans *Euroclash* [2008], Neil Fligstein combine les explications utilitaristes et identitaires. Il soutient que l'Union européenne se construit sur un clivage social qui ne peut que s'accroître avec le temps. Les groupes sociaux les plus favorisés profitent le plus de l'intégration européenne et, en raison de leur mode de vie, sont les plus à même de développer une identité européenne. D'après Fligstein, c'est la raison pour laquelle ils se prononcent le plus souvent en faveur de cette intégration et la facilitent. Les populations les moins favorisées n'en bénéficient pas et ne sont pas en position de développer une identité européenne parce qu'elles voyagent moins et ont moins de relations sociales avec des individus appartenant à différents pays. Elles s'inquiètent des intrusions de l'UE dans les pactes nationaux et de la perte de souveraineté nationale. Ces deux positions antagonistes conduisent nécessairement à un clivage social de plus en plus important.

Les significations que les individus attribuent à l'Union européenne

Dans un ouvrage classique, *Framing Europe*, Juan Diez Medrano propose une approche différente du soutien à l'intégration. Il identifie différents cadres nationaux de pensée (*frames*) associés à l'Europe

en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni. Les membres de ces différents pays attribueraient ainsi, en raison de leurs différences culturelles et historiques, diverses significations à l'Union européenne. La prégnance de ces cadres nationaux dans les espaces médiatiques de chaque pays expliquerait les différences de niveaux de soutien à l'intégration européenne. Par exemple, en Espagne l'intégration européenne serait associée à la modernisation du pays après le franquisme, quand, en Allemagne de l'Ouest, elle serait associée à la culpabilité allemande à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Dans le premier cas, les représentations sont plus économiques tandis que dans le second elles sont associées au développement de la paix.

Souligner ces différences nationales dans la perception de l'action de l'UE met l'accent sur la diversité des récits qui sont mobilisés par différents acteurs pour justifier l'intégration européenne, où se mêlent aussi bien des considérations économiques et politiques que des considérations culturelles ou identitaires. Le plus ou moins grand succès de ces récits contribue ainsi à construire chez les citoyens des représentations de l'Union européenne et de ses conséquences. Jayet [à paraître] a qualifié de cognitive une approche qui vise à mieux identifier ces représentations subjectives qui sont le plus souvent associées au soutien ou au rejet de l'intégration européenne. Dans cette même perspective, il s'agit ici d'identifier les représentations les plus communes de ce qu'est l'Union européenne. C'est ainsi en mettant au jour les perceptions que les citoyens ont de l'UE que l'on peut évaluer l'importance relative des différentes explications du soutien à l'intégration européenne.

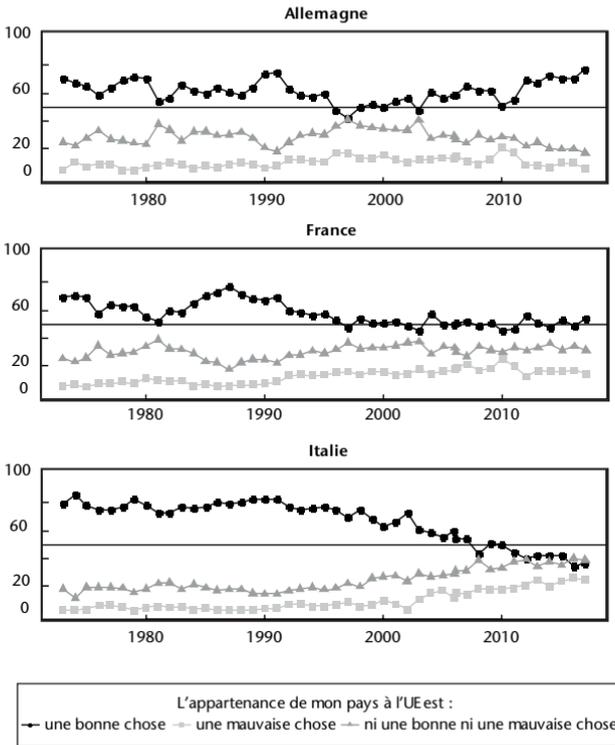
Soutien à l'intégration européenne et jugements sur l'appartenance à l'UE

Les jugements sur l'appartenance à l'Union européenne (1973-2017)

La question demandant aux enquêtés de juger si l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose est celle qui a sans doute été la plus étudiée dans les Eurobaromètres. Elle a l'avantage d'avoir été posée chaque année depuis 1973 et elle est généralement considérée comme la mesure du soutien à l'intégration européenne.

À l'exception du Royaume-Uni, les jugements sur l'appartenance à l'UE sont très majoritairement positifs pour les pays membres

Graphique 1. Jugements sur l'UE dans six pays

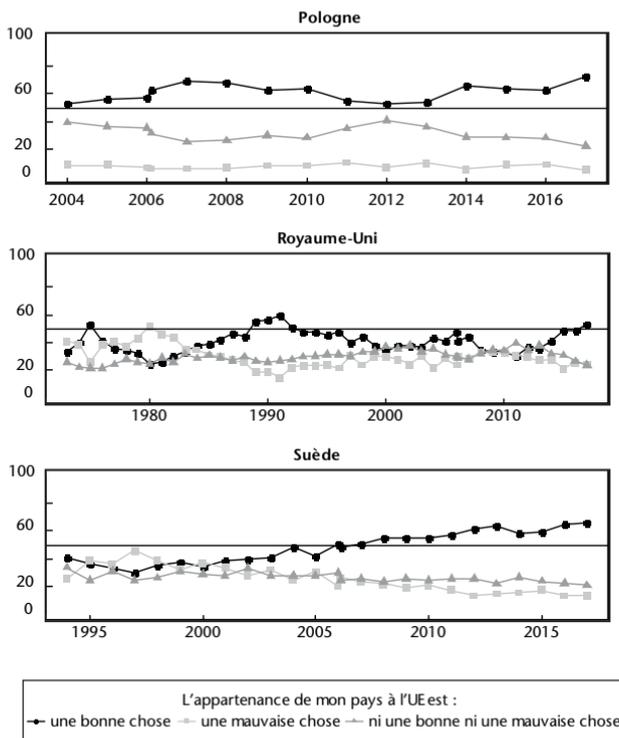


Note : avant 1990, les données sur l'Allemagne portent uniquement sur l'Allemagne de l'Ouest.

Source : Eurobaromètre.

avant les années 1990. Ils se situent ainsi très souvent au-dessus de 60 %. Les opinions positives culminent en 1991, où l'on voit même le Royaume-Uni atteindre quasiment les 60 %. Puis, avec la chute de l'Union soviétique et l'élargissement de l'Union européenne à l'Est, la nature même de l'Union change et les opinions commencent à baisser. Le Royaume-Uni bascule progressivement vers

Graphique 1 (suite). Jugements sur l'UE dans six pays

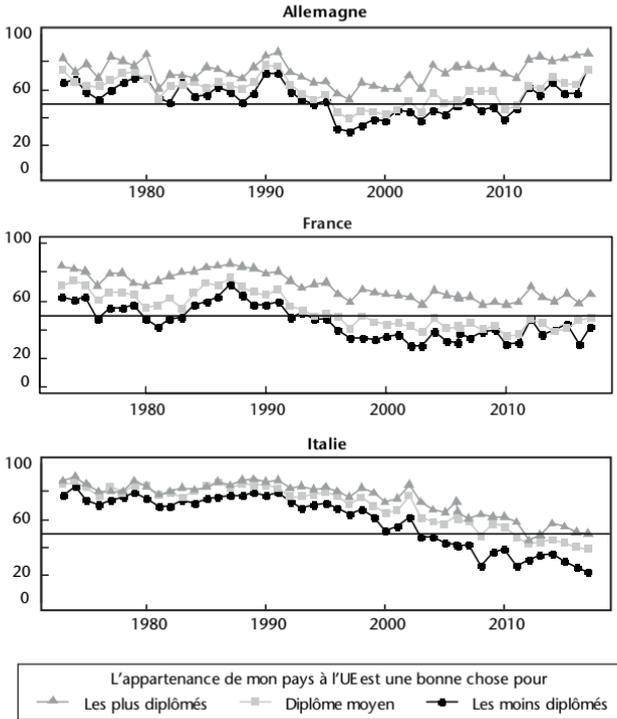


Notes : avant 1990, les données sur l'Allemagne portent uniquement sur l'Allemagne de l'Ouest.

Source : Eurobaromètre.

l'eurosepticisme, avant un léger rebond en fin de période. L'Italie, qui a longtemps été le pays le plus europhile, glisse également vers l'eurosepticisme. L'Allemagne est le seul cas où les jugements positifs vont remonter à la fin des années 1990 pour se situer autour de 50 % et 60 %. En France, ce déclin se stabilise un peu à la fin des années 1990, oscille autour de 50 % au début des années 2000 et

Graphique 2. Jugements sur l'appartenance à l'Europe et niveau de diplôme

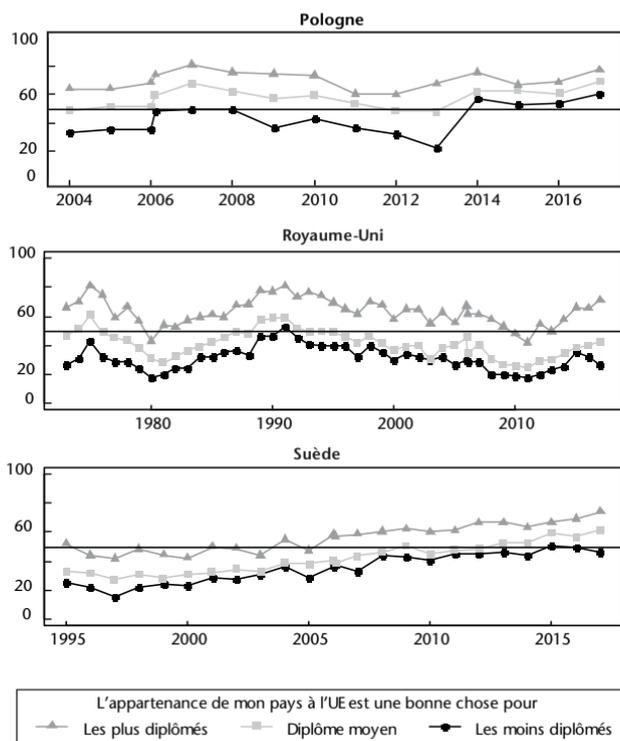


Source : Eurobaromètre.

se maintient depuis. Pour leur part, les Suédois sont de plus en plus positifs sur l'UE depuis leur entrée en 1995 et les Polonais, entrés en 2004, demeurent positifs, même durant la Grande Récession qu'ils n'ont certes pas subie directement.

Si l'on considère maintenant les jugements sur l'UE en fonction du diplôme (graphique 2), il y a bien un clivage entre les

Graphique 2 (suite). Jugements sur l'appartenance à l'Europe et niveau de diplôme



Source : Eurobaromètre.

plus diplômés et les moins diplômés, mais celui-ci ne progresse pas partout. Au Royaume-Uni, ce clivage est assez profond, mais il l'est depuis l'entrée du Royaume-Uni dans l'UE. En France, en Allemagne et en Suède, il y a également un clivage selon le diplôme. Ce clivage est cependant moins important qu'au Royaume-Uni et il évolue peu. L'Italie est le pays qui illustre le mieux la thèse de l'*euroclash* : à partir des années 1990, on

observe bien un écart d'opinion grandissant entre les plus diplômés et les moins diplômés. Enfin, en Pologne, le clivage tend au contraire à se réduire.

Dans l'ensemble, il y a indiscutablement un clivage entre les plus diplômés, les plus mobiles, les plus favorisés et les moins diplômés, les immobiles, les moins favorisés, et ce clivage traverse l'Union européenne. Toutefois, rien ne permet de dire que ce fossé va s'approfondir inexorablement. Au fond, au départ, l'Union est surtout jugée en tant que projet, sans que les effets s'en fassent réellement sentir : une belle idée qui est jugée comme telle. Les années 1990 constituent un tournant pour au moins deux raisons : tout d'abord, le marché commun est en place et, avec lui, l'intégration des économies commence véritablement à se faire sentir ; ensuite, l'élargissement à l'est au début des années 2000 change la nature d'une union qui était auparavant un petit cercle de pays riches. Dès lors, l'Union va commencer à être jugée sur les effets qu'elle produit. Ce sont ces jugements que nous allons essayer de comprendre en examinant les représentations des citoyens sur l'Union européenne et les peurs qui en résultent.

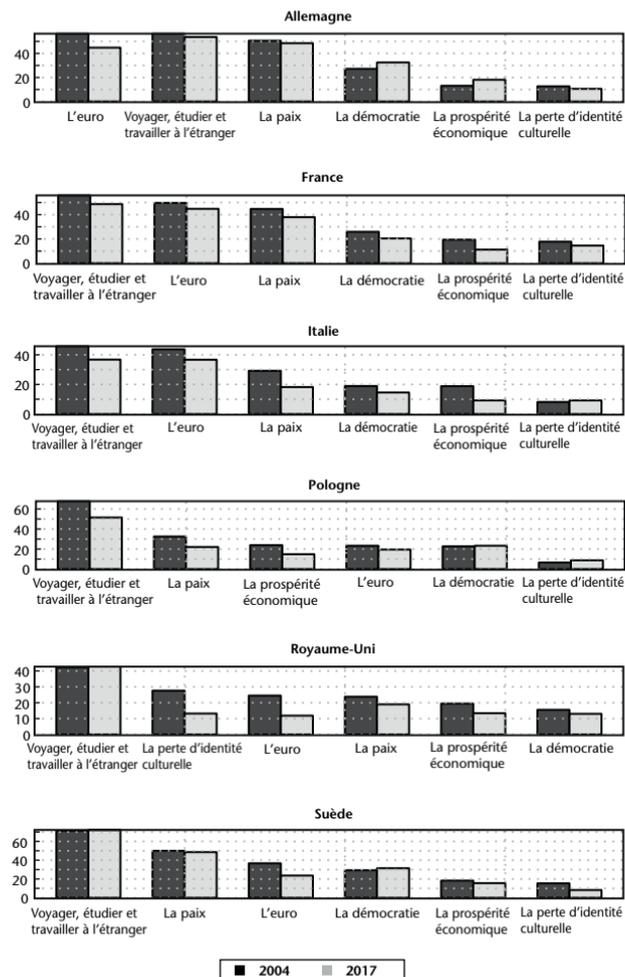
Représentations de l'UE et craintes à son égard

Les représentations de l'UE

Le graphique 3 présente l'évolution des principales réponses à la question : « Que signifie pour vous l'UE personnellement ? » La première chose que l'on peut noter, c'est que les réponses sont assez similaires dans les différents pays et pour les deux années choisies. Ainsi la liberté de circulation est quasiment toujours la réponse la plus fréquente. Elle est précédée ou suivie de l'« euro » en France, en Allemagne et en Italie. Viennent ensuite le plus souvent la « paix » et la « démocratie ».

La réponse concernant la « perte d'identité culturelle » est toujours parmi les moins fréquentes, seulement choisie par environ 10 % des enquêtés et on n'observe pas véritablement d'augmentation la dernière année. Le Royaume-Uni est le seul cas où elle est l'une des réponses les plus choisies. Elle reste cependant moins choisie que la possibilité de voyager, travailler ou étudier à l'étranger. Pour tous les pays étudiés, l'Union européenne ne représente quasiment jamais la prospérité économique. Comme la perte d'identité culturelle, cette réponse est généralement choisie par à peine 10 % des enquêtés.

Graphique 3. La signification de l'UE



Source : Eurobaromètre.

Elle atteint au mieux 20 % en Italie en 2005 pour redescendre par la suite et atteindre environ 10 % en 2017.

Les individus répondent donc d'une manière que l'on peut qualifier d'assez « pragmatique » puisqu'ils mentionnent les réalisations de l'UE les plus tangibles comme représentant la construction européenne : la liberté de circulation et la monnaie commune. Ils répondent aussi assez souvent la paix, qui demeure une des raisons d'être de l'Union. Mais les enquêtés ont peu de chances de répondre que l'UE représente la prospérité économique.

Les craintes à l'égard de l'UE

Examinons maintenant les craintes des citoyens à l'égard de l'UE. Comme on peut le voir sur le graphique 4, les craintes liées aux questions identitaires sont relativement faibles comparées à celles portant sur les questions économiques. Environ 40 % des enquêtés disent craindre la perte de leur identité ou de leur langue. Ces résultats semblent au premier abord assez élevés, mais les citoyens s'inquiètent bien plus de ce qui se joue au niveau de l'Union sur le plan économique ou contre les trafics de drogue et le crime organisé.

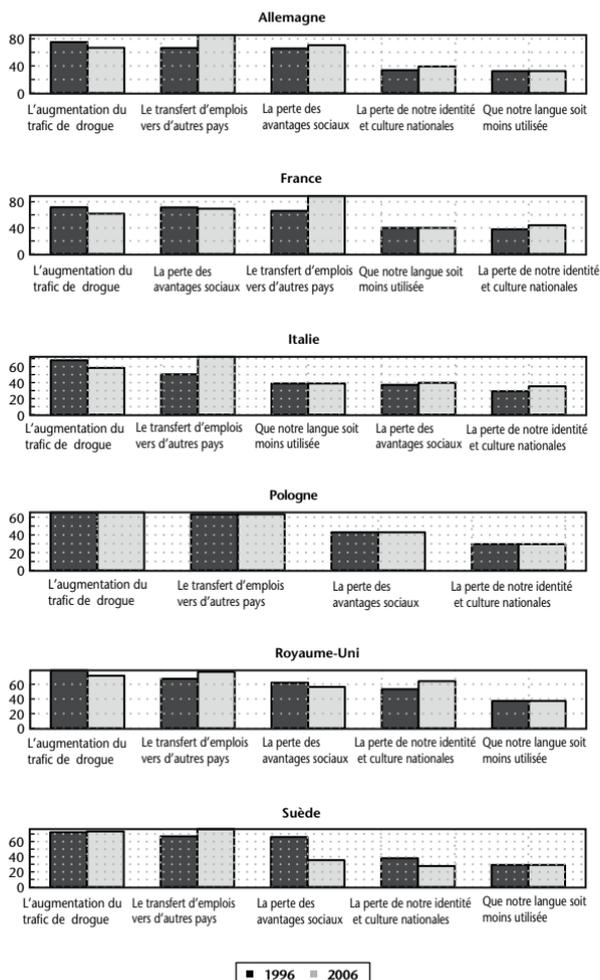
Dans les différents pays, la peur des transferts d'emplois, la peur de l'augmentation des trafics de drogue et de la criminalité internationale dominant assez largement, souvent suivies par la peur de perdre des avantages sociaux. Le Royaume-Uni est le seul pays où la crainte de perte de son identité et sa culture nationale n'est pas en dernière position, sans tenir compte de la crainte que sa langue soit de moins en moins utilisée, qui inquiète naturellement assez peu les anglophones.

Dans les autres pays, la crainte de perdre son identité ou celle de voir sa langue moins utilisée n'est donc pas une préoccupation dominante. Il y a à peu près toujours moins de 50 % des enquêtés qui expriment de telles craintes. En revanche, les peurs relatives aux transferts d'emploi sont largement majoritaires.

La citoyenneté européenne

Le tableau 1 présente les résultats des modalités parmi les plus choisies à la question : « Parmi les éléments suivants, quels sont ceux qui renforceraient le plus votre sentiment d'être un(e) citoyen(ne) européen(ne) ? » Sur cet ensemble de réponses, la

Graphique 4. Craintes à l'égard de l'Union européenne



Source : Eurobaromètre.

Tableau 1. Les éléments pouvant renforcer le sentiment d'être un citoyen européen

En %	GBR	DEU	FRA	SWE	POL	ITA
Un système européen de protection sociale	19,8	38,7	39,8	54,7	33,6	36,0
Pouvoir s'installer dans toute l'UE à la retraite et y toucher sa pension	24,6	32,4	26,2	42,2	19,2	19,3
Services européens d'urgence contre les catastrophes naturelles	16,7	25,3	17,0	25,3	13,1	16,7
Élection d'un président de l'UE	7,4	24,8	25,9	11,2	10,1	17,8
Cours d'éducation civique européen à l'école primaire	9,6	15,0	23,1	18,1	10,7	10,3
Droit de vote à toutes les élections	8,4	14,4	13,7	21,4	10,6	12,6
Carte d'identité européenne	7,8	11,7	10,5	14,3	7,6	8,9
Voir à la TV les discours du président, de la Commission européenne	3,4	5,4	8,6	4,7	3,5	8,0
Ne se sent pas citoyen européen	15,7	4,5	3,9	3,1	1,5	8,2
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Eurobaromètre 77.3 (2012).

plus fréquente est dans tous les pays, à l'exception du Royaume-Uni, « un système européen de protection sociale ». Selon les enquêtés, ce qui favoriserait la citoyenneté européenne, ce ne sont donc ni le droit de vote à toutes les élections ni même l'élection d'un président, symboles démocratiques importants, mais la création de droits sociaux européens.

La seconde réponse la plus fréquente est la possibilité de prendre sa retraite dans un autre pays. Les deux principales demandes portent donc sur des droits sociaux et ceci se vérifie pour les différentes catégories de population, celles diplômés comme les autres. Le Royaume-Uni est le seul pays dans lequel la réponse « je ne me sens pas citoyen européen » est assez fréquente alors que cette réponse, contrairement aux autres, n'était pas suggérée et devait être spontanée.

Dans tous les pays, la construction de la citoyenneté européenne devrait donc s'appuyer sur des avancées sur les plans de la protection sociale et des droits sociaux, bien plus que sur des enjeux symboliques ou identitaires, même si ceux-ci ne sont

Tableau 2. Réalisations et objectifs que l'Union européenne devrait protéger en priorité

En %	FRA	DEU	ITA	POL	GBR
L'identité nationale et culturelle	17,3	15,8	20,2	25,2	22,4
Voyager/travailler/ étudier dans l'UE	25,3	49,9	27,9	36,7	47,4
Droit du travail	49,8	23,6	49,3	23,6	18,2
Retraites sûres et adéquates	41,6	31,9	46,5	36,9	19,9
Prosperité économique	23,5	29,6	39,5	34,2	27,4
Valeurs européennes	22,1	31,0	16,9	21,9	12,0
L'environnement	38,1	37,2	30,7	24,9	31,4
Liberté, droits fondamentaux	40,8	53,9	39,7	38,6	45,5

Source : Eurobaromètre (2017).

pas négligeables. Il faut souligner également que le profil des réponses est assez similaire d'un pays à l'autre. C'est dire que les Européens ne sont pas enfermés dans des représentations purement nationales, mais partagent tout de même certaines opinions et parviennent à s'accorder sur des questions européennes.

Le tableau 2 montre ce à quoi les citoyens européens sont attachés et ce qu'ils attendent de l'Union européenne. La défense de la liberté et des droits fondamentaux apparaît comme l'un des piliers de l'Union dans tous les pays, même si, en France et en Italie, les citoyens expriment des attentes encore plus fortes sur les questions de droit du travail et des retraites. Le fait de pouvoir voyager, travailler ailleurs et étudier au sein de l'Union européenne est également souvent valorisé, tout comme la défense de l'environnement, qui a apparemment une dimension européenne pour de nombreux citoyens. En revanche, la défense de l'identité nationale et culturelle n'est pas considérée comme un des objectifs de l'Union. On peut y voir une nouvelle confirmation que les enjeux identitaires, s'ils ne sont certainement pas négligeables, sont néanmoins tout à fait relatifs et passent après d'autres enjeux.

Conclusion

Dans l'ensemble, les citoyens des six pays européens retenus ici ont un *a priori* plutôt positif à l'égard de la participation de

leur pays à l'Union européenne, *du moins tant qu'il n'est pas question de juger des réalisations de cette Union*. Les citoyens du Royaume-Uni sont en fait les seuls à avoir hésité sur le caractère plutôt positif, pour eux, de leur participation à l'Union. Mais, au début des années 1990, la majorité d'entre eux jugeait finalement cette union positivement.

Les années 1990 constituent clairement un moment pivot où les citoyens se sont interrogés plus concrètement sur le sens de cette union. Plusieurs raisons expliquent ce changement. Tout d'abord, le Marché commun devient une réalité qui produit des effets sur les économies nationales. Celles-ci sont de plus en plus imbriquées et, désormais, c'est à l'échelle européenne que les personnes peuvent se saisir d'opportunités ou être mises en concurrence. Le rôle normatif de l'Union pour unifier les marchés nationaux est de plus en plus perçu et critiqué par les citoyens, souvent à l'occasion de controverses sur tel ou tel projet de réglementation (depuis les normes alimentaires du camembert jusqu'aux lois concernant les travailleurs détachés). Ensuite, tandis que l'Union soviétique s'effondre, l'Union européenne s'efforce de maintenir et de renforcer son unité politique dans le cadre du traité de Maastricht. Mais la ratification du traité se révèle difficile dans la plupart des pays, la consultation des citoyens faisant émerger des craintes de perte de souveraineté politique et des critiques auparavant peu audibles sur la gouvernance technocratique. Le discours sur le déficit démocratique de l'Union prend son essor au moment où les citoyens sont consultés. Enfin, dans les années 2000, l'élargissement de l'Union à l'est de l'Europe a progressivement fait naître des craintes à l'ouest que ces nouveaux venus affaiblissent les modèles sociaux les mieux dotés et tirent les salaires et les niveaux de vie vers le bas. Aussi, au tournant du millénaire, le sentiment d'un *euroclash* s'impose de plus en plus. D'un côté, les individus dotés d'un bon capital humain, d'un bon niveau d'études, profiteraient des opportunités économiques à l'échelle de l'Europe ou, du moins, ne se sentiraient absolument pas déstabilisés et pourraient s'en tenir à l'*a priori* positif précédent. De l'autre, les individus n'ayant pas un capital humain suffisant, des diplômes peu valorisés sur le marché du travail, se retourneraient contre l'Union européenne, accusée de les mettre en concurrence avec des travailleurs étrangers

prêts à casser les prix et à affaiblir les modèles sociaux des pays riches de l'UE.

L'analyse des représentations de l'UE traduit en partie ce nouvel état d'esprit. Interrogés sur leurs craintes à l'égard de la construction européenne, le transfert d'emplois dans les pays où le coût du travail est le moins cher ressort en général comme la réponse la plus fréquente (l'autre peur fréquente étant le crime organisé). Au contraire, les craintes quant à la perte de leur identité nationale apparaissent plus secondaires. S'il y a effectivement dans tous les pays européens un clivage social opposant les plus diplômés aux moins diplômés, celui-ci est néanmoins présent depuis le début de la construction et il ne s'accroît pas tant que cela, sauf en Italie. En revanche, la diminution du soutien moyen à la construction européenne a une conséquence importante : dans de nombreux pays, la majorité des diplômés soutient l'Union européenne tandis que la majorité des non-diplômés la critique. Il n'est donc pas surprenant que ce clivage participe à la recomposition des enjeux et des forces politiques au sein des nations. Aux yeux des citoyens, la question de savoir ce que fait l'Union pour eux, pour chacun des États membres, s'impose de plus en plus comme une question politique, une question qui doit trouver son pendant dans les débats nationaux.

Sur une relativement longue période, les jugements des citoyens sur l'Union européenne ont ainsi été de moins en moins abstraits et idéalistes en se fondant de plus en plus sur les actions concrètes de l'Union européenne, nourrissant d'autant plus d'attentes et de critiques. Des peurs relatives à ses conséquences culturelles ou identitaires existent, mais elles se sont révélées relativement faibles comparées aux peurs induites par la compétition économique entre les pays. L'Union européenne a ainsi réussi à construire un marché unique, mais n'a pas su convaincre la majorité de ses citoyens sur sa capacité à offrir une prospérité économique et, surtout, à protéger les citoyens des aléas de ce marché. Aujourd'hui, l'Union européenne est traversée par un clivage social où les moins qualifiés et les moins bien lotis attendent d'être mieux protégés tout en n'ayant aucune confiance dans l'Union pour développer ou coordonner une telle protection entre les partenaires.

Repères bibliographiques

- BEAUDONNET L., « A threatening horizon : the impact of the Welfare State on support for Europe », *Journal of Common Market Studies*, vol. 53, n° 3, 2015, p. 457-475.
- BELOT C., « Le tournant identitaire des études consacrées aux attitudes à l'égard de l'Europe. Genèse, apports, limites », *Politique européenne*, vol. 30, 2010, p. 17-44.
- CAREY S., « Undivided loyalties is national identity an obstacle to European integration ? » *European Union Politics*, vol. 3, n° 4, 2002, p. 387-413.
- DIEZ MEDRANO J., *Framing Europe. Attitudes to European Integration in Germany, Spain, and the United Kingdom*, Princeton University Press, Princeton, 2003.
- FLIGSTEIN N., *Euroclash. The EU, European Identity and the Future of Europe*, Oxford University Press, Oxford, 2008.
- GABEL M., « Public support for European integration : an empirical test of five theories », *The Journal of Politics*, vol. 60, n° 2, 1998, p. 333-354.
- HOOGE L. et MARKS G., « Calculation, community and cues : public opinion on European integration », *European Union Politics*, vol. 6, n° 4, 2005, p. 419-443.
- « A postfunctionalist theory of European integration : from permissive consensus to constraining dissensus », *British Journal of Political Science*, vol. 39, 2009, p. 1-23.
- JAYET C., « The meaning of the European Union and public support for European integration », *JCMS : Journal of Common Market Studies*, à paraître.
- LEIBFRIED S. et PIERSON P. (dir.), *European Social Policy. Between Fragmentation and Integration*, The Brookings Institution, Washington, DC, 1995.
- LINDBERG L. et SCHEINGOLD S., *Regional Integration. Theory and Research*, Harvard University Press, Cambridge, 1970.
- PERCHERON A., « Les Français et l'Europe : acquiescement de façade ou adhésion véritable ? Note de recherche », *Revue française de science politique*, vol. 41, n° 3, 1991, p. 382-406.
- SÁNCHEZ-CUENCA I., « The political basis of support for European integration », *European Union Politics*, vol. 1, n° 2, 2000, p. 147-171.
- SIMPSON K. et LOVELESS M., « Another chance ? Concerns about inequality, support for the European Union and further European integration », *Journal of European Public Policy*, vol. 24, n° 7, 2017, p. 1069-1108.